



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 28 octobre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

### **Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### **Etaient excusés et représentés par pouvoir:**

M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL

### **Etait excusée:**

Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. SABOURAUD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 26

Pour : 21

Contre : 0

Abstention : 5

### **11 – SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA GIRONDE (SDEEG) - INSTALLATION D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUE (IRVE)**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Par délibération en date du 4 novembre 2014, la ville de Blaye a transféré la compétence « Fourniture, Installation et Exploitations de bornes électriques » au SDEEG.

L'Etat a fait du développement des véhicules décarbonnés une priorité de sa politique de réduction des gaz à effet de serre. Le véhicule électrique constitue une opportunité "verte" incontournable pour notre Pays.

A ce titre, le SDEEG a pris le parti d'engager un programme de déploiement de 300 infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), et ce à travers un maillage harmonieux et cohérent de son territoire.

Cette étude a fait ressortir la commune de BLAYE comme un territoire propice à l'installation de ce type d'équipement sur les sites suivants : l'ancienne gare (1) et les allées des Soupîrs (2) soit 3 bornes avec 2 points de charge pour chacune (4 points de charges de 7kVA et 2 points de charges de 22kVA).

Le coût estimé de l'infrastructure pour la commune s'élève à 26 000€ HT. Du fait que la commune adhère au SDEEG, celui-ci propose de financer à 80% cet investissement.

La maintenance et l'exploitation d'une IRVE par le SDEEG requièrent une participation de la commune à hauteur de 300 € par an et par point de charge.

L'installation d'une IRVE nécessite des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité avec participation de la commune, conformément aux règles financières du SDEEG.

Pour inscrire cette IRVE dans le programme de déploiement des infrastructures de recharge du SDEEG et permettre à ce dernier d'obtenir les financements mis en place par l'Etat dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt confié à l'ADEME, il convient de confirmer l'engagement de la commune sur sa participation financière et de s'engager sur la gratuité du stationnement pour les véhicules électriques sur tout emplacement de stationnement,

avec dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, pendant une durée minimale de 2 ans à compter de la pose de la borne.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les travaux d'installation d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques au lieu sus visé,
- De s'engager à verser au SDEEG la participation financière due pour la réalisation des travaux d'installation de 3 bornes, soit 5 200€ HT sur le budget M14 chapitre 021 article 21538
- De s'engager à verser au SDEEG, chaque année, la participation financière annuelle aux coûts de maintenance et d'exploitation des IRVE en application des règles financières approuvées chaque année par le Comité Syndical du SDEEG, soit 1 800€ sur le budget M14 chapitre 011 article 611
- De s'engager à accorder la gratuité du stationnement aux utilisateurs de véhicules électriques sur tout emplacement de stationnement, avec dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, pendant une durée minimale de 2 ans à compter de la pose de la borne,
- D'inscrire chaque année les dépenses correspondantes au budget municipal et donne mandat à Monsieur le Maire pour régler les sommes dues au SDEEG,
- De s'engager à accorder au SDEEG une autorisation d'occupation du domaine public permettant l'implantation de ces IRVE.

La commission n°6 (Equipeement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 24 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 06/11/14

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20141104-18186-AU-1-1

